L'Echo

Les @nalyses du CRISP en ligne
CRISP

« *La N-VA est la perdante politique de l'année 2020* »

Interview de Jean Faniel par Quentin Joris

Crise du Covid, émergence de la Vivaldi, démocratie bousculée, confiance dans le politique en berne… Jean Faniel, directeur général du CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politiques), spécialisé dans l'étude de la vie politique, économique et sociale de Belgique, revient sur quelques éléments marquants du millésime 2020.

***L'Écho* : Qui sont les gagnants de cette année sur le plan socio-politique ?**

Jean Faniel : Je crois que l'État, qui a fait son grand retour, est l'un d'entre eux. On peut l'envisager sous plusieurs de ses facettes : il y a l'État qui soigne physiquement avec la crise du Covid, ainsi que celui qui vient à la rescousse sur le plan économique. J'envisage également cet État dans ce qu'il a de plus contrôleur et de répressif. Tout au long de l'année, il a dû prendre des décisions et veiller à ce que les règles édictées soient suivies.

À côté de l'État, je placerais la solidarité. Elle s'est manifestée entre entreprises, citoyens, secteurs… À certains égards, on se demande si d'aucuns n'espèrent pas qu'elle remplace parfois l'action publique. Au plus fort de la crise, des hôpitaux appelaient, par exemple, aux dons, tandis que d'autres soulignaient que les pouvoirs publics se devaient de refinancer les soins de santé.

Enfin, je pense que le Vlaams Belang est incontestablement l'un des gagnants de 2020. Pour la première fois, on termine une année lors de laquelle tous les sondages l'ont placé en tête en Flandre, ce qui en fait fatalement le premier parti du pays. On n'en a peut-être pas pris la pleine mesure…

***A contrario*, qui qualifieriez-vous de perdants ?**

Sur le plan strictement politique, la N-VA. Les nationalistes flamands ont été distancés dans les sondages par le Vlaams Belang en Flandre et ne sont pas parvenus à entrer dans la majorité fédérale. Le voulaient-ils vraiment ? Ce n'est pas sûr, mais le parti s'est montré prêt à négocier et à lâcher beaucoup de lest pour y parvenir. J'ai vraiment l'impression que cela restera perçu comme un échec.

Les sans-papiers, en tant qu'acteurs collectifs, sont aussi à ranger dans cette catégorie. Il n'y a quasiment rien les concernant dans l'accord de gouvernement, encore moins la

régularisation qu'ils appellent de leurs vœux. Cette dernière est devenue inaudible en Flandre, même pour des partis comme Groen et le SP.A. On constate d'ailleurs que la ligne héritée de la N-VA semble s'imposer avec Sammy Mahdi (CD&V), qui n'a pas caché qu'il poserait ses pas dans ceux de son prédécesseur, Theo Francken.

J'ajouterais que 2020 a été une année ambivalente sur le plan de la démocratie. On a vu des choses allant vers plus de démocratie, comme les premières auditions au Parlement bruxellois sur la base de pétitions, mais aussi des restrictions importantes de celle-ci. Je pense aux travaux qui ont été suspendus dans les parlements ainsi qu'aux pouvoirs spéciaux qui ont conduit à une centralisation du pouvoir dans les mains des exécutifs. Beaucoup de droits fondamentaux, dont celui de manifester, ont également été mis entre parenthèses. Cette mise en veille se poursuivra-t-elle en 2021 ? Il faudra y être attentif.

Durant cette crise, la communication des autorités a souvent été défaillante. Que doivent faire les politiques pour en sortir et convaincre davantage la population ?

On a un réel manque de lisibilité des structures de l'État. On pense qu'on est dans un État fédéral, où chaque composante a son droit, son importance et ne peut rien faire sans les autres. C'est en partie vrai, mais dans le même temps, on a assisté à une hypercentralisation, avec notamment un simple arrêté du ministre de l'Intérieur qui a placé l'ensemble du pays en confinement.

On peut avoir des décisions décentralisées et des différences d'une entité à l'autre, mais ne pas le dire clairement pose problème. Quand il y a un Comité de concertation qui prend des décisions, et que celles-ci sont complétées quelques heures après par les Régions ou Communautés, sans que cela ait été annoncé, c'est du plus mauvais effet. Ces derniers mois, on a parfois eu l'impression que les règles Covid pouvaient changer du jour au lendemain. Cela nous amène à la question de la confiance, un point qui s'applique à beaucoup de domaines cette année. La confiance, il faut garder en tête qu'elle se conquiert, mais ne se décrète pas. Les pouvoirs publics et d'autres acteurs devraient méditer là-dessus.

À quels autres acteurs pensez-vous ?

La police, par exemple. Quand on a des violences policières ou des épisodes qui font rire jaune, comme la raclette organisée en plein confinement au commissariat de Molenbeek, la confiance s'en trouve minée. Si on ne respecte pas des règles qu'on est supposé faire appliquer soi-même, il y a un problème. De même quand les autorités changent de règles trop fréquemment ou qu'elles manquent de cohérence…

La gestion de la Vivaldi face à la crise a-t-elle été meilleure que celle du gouvernement Wilmès ?

Dès le début de la pandémie, on a annoncé une deuxième vague. Quand elle est arrivée, nous n'étions pas prêts. Tant l'exécutif de Sophie Wilmès (MR) que celui d'Alexander De Croo (Open VLD) sont apparus démunis face à l'épidémie. Une différence notable entre ces gouvernements, c'est qu'aujourd'hui nous avons un ministre de la Santé en la personne de Frank Vandenbroucke (SP.A), ce n'était pas le cas avec Maggie De Block (Open VLD), bien moins présente. Cela étant dit, on vient de franchir le cap des 19 000 morts. La deuxième vague a donc d'ores et déjà été plus meurtrière que la

première. En Belgique, le taux de décès par habitant est très élevé et j'ai l'impression que c'est une réalité qu'on cherche à ne pas voir. Je ne suis pas sûr qu'on puisse sortir de cette crise avec une certaine confiance dans nos pouvoirs publics si on ne s'interroge pas sur cette réalité.

Les autorités doivent faire leur examen de conscience et en tirer des conclusions ?

Il y a eu la mise en place de commissions parlementaires à cet effet, mais elles ont certaines faiblesses. Il n'y a pas de commission d'enquête donc on ne sait pas jusqu'où on pourra aller. Par ailleurs, il semble que ce travail soit très segmenté entre les entités (fédérées ou fédérale), ce qui fait qu'on risque de passer à côté d'une réflexion d'ensemble sur les spécificités de la Belgique et de sa gestion de crise. Je ne dis pas que rien n'est fait, mais je pense qu'il faut creuser cette question. Ça ne veut pas dire qu'il faut que des têtes tombent, mais il y a vraiment des choses qu'il faudra clarifier.

Sur le plan politique, Frank Vandenbroucke est une personnalité forte. Le tandem qu'il forme avec Alexander De Croo ne risque-t-il pas de provoquer des crispations à l'avenir ?

Cela peut effectivement devenir un élément perturbateur pour la stabilité de la Vivaldi, vu que Frank Vandebroucke est vice-Premier. Cependant, on peut supposer qu'il aura fort à faire jusqu'à 2024 en tant que ministre de la Santé et des Affaires sociales, ce qui tempérera probablement les crispations éventuelles.

Depuis l'avènement de la Vivaldi, les francophones semblent parfois moins visibles dans la gestion de crise. S'agit-il de mauvais choix dans la répartition des compétences ?

Je pense qu'il y a eu un choix stratégique des partis francophones, mais que celui-ci a été en partie forcé. Depuis 2011, soit quasiment une décennie, on a eu des Premiers ministres francophones. Il ne faut pas oublier que la Vivaldi est advenue à cause, ou plutôt grâce, au Covid. Après une longue période de formation, les partis francophones ont nécessairement dû faire des concessions, notamment le poste de chef du gouvernement. Peut-être que ce fut aussi le cas pour celui de ministre de la Santé…

La mise sur pied d'un gouvernement fédéral a pris énormément de temps. N'est-il pas temps de changer de système ?

27 % de la législature s'étaient écoulés au 1er octobre, quand le gouvernement De Croo a été mis en place. D'autres systèmes existent, mais sont-ils meilleurs ? En Israël, par exemple, on a reconvoqué les électeurs régulièrement, sans que cela n'offre plus de stabilité. En Grèce, un formateur dispose de seulement trois jours. Chez nous, en trois jours, on a l'impression qu'on a à peine le temps de se dire bonjour… Une autre option avancée en Belgique est celle d'une coalition miroir : l'exécutif fédéral devrait donc refléter la composition de ceux des entités fédérées. Une fois qu'on commence à y réfléchir, on s'aperçoit cependant que cette approche pose au moins autant de questions qu'elle n'apporte de réponses. Selon moi, on revient en fait à la question de la confiance. Les partis susceptibles de se mettre ensemble au fédéral doivent absolument la regagner, de façon à pouvoir s'allier grâce à la légitimité dont ils disposent et non plus par défaut.

Pour conclure, quels seront les grands défis pour les autorités en 2021 ?

Il y aura évidemment la gestion de la vaccination. Pour l'instant, on se demande si on aura assez de candidats pour les vaccins, alors que la question devrait plutôt être : aura-t-on assez de vaccins pour les candidats ? À côté de cela, il conviendra de gérer toutes les transformations engendrées par cette crise, qu'elles concernent l'enseignement, le télétravail, la mobilité, la culture ou encore les finances publiques.

Cette interview est parue dans *L'Écho*, 31 décembre 2020, page 5.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Quentin JORIS), « "La N-VA est la perdante politique de l'année 2020" », *Les @nalyses du CRISP en ligne*, 31 décembre 2020, www.crisp.be.